

Code AIOT : 0055602945

VANNES, le 07/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD**

ZI Le Sourn  
56300 PONTIVY

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD implanté ZI Le Sourn 56300 PONTIVY. L'inspection a été annoncée le 21/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection en présence de Lionel MALARD, inspecteur de l'environnement, Chargé de mission risques technologiques à la DREAL Bretagne

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STEF LOGISTIQUE BRETAGNE SUD
- ZI Le Sourn 56300 PONTIVY
- Code AIOT : 0055602945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

atelier de congélation et de stockage de produits transformés

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- inspection sur la thématique ammoniac

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Paramètres importants pour la sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Etude de danger	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Distances / tiers	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	commandes évacuation des fumées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Salle des machines	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
15	rétentions	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
17	protection incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	protection incendie	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 48	/	Sans objet
2	Rapport visite annuelle	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	/	Sans objet
3	responsable NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	/	Sans objet
4	procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	/	Sans objet
5	Plan zone sécurité NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41	/	Sans objet
6	Détection NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	/	Sans objet
8	esp	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47	/	Sans objet
11	vannes canalisations	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51	/	Sans objet
12	signalisation vannes et tuyauteries	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	/	Sans objet
16	rejets directs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 34	/	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

- Etude de dangers devant être révisée sur la base des seuils de toxicité de l'ammoniac revus en 2003 et prendre en compte tous les scénarios prévus par le guide Ineris 2015 relatif à la rédaction des EDD NH3 frigorifiques, notamment :
  - explosion en milieu confiné,
  - perte de confinement de l'extracteur.

Pour chaque scénario figurant dans l'EDD, afin d'évaluer s'il faut faire un Porter à connaissance risque technologique au sens de la circ. du 4/05/2007 en vue de réglementer l'urbanisation future (notamment interdiction immeuble de grande hauteur...), il manque :

- le graphique hauteur/distance représentant le nuage toxique, en positionnant le point de rejet, la limite du site et les enjeux impactés,
- ainsi que le report sur une carte de type IGN des périmètres des effets létaux et irréversibles pour 2 situations : "effets au sol" et "effets en hauteur"

De plus, l'extraction NH3 doit être revue car :

- l'éjection doit être verticale et non horizontale
- et la hauteur actuelle, jugée insuffisante au regard des enjeux à proximité, doit être justifiée .

Un système de supervision et de report d'alarme existe mais l'alarme sonore située dans le bureau de la salle des machines ne peut être entendue de tous. Elle doit être déplacée.

La liste des EIPS est présente sur le site.

Les consignes en cas d'indisponibilité d'EIPS sont à fournir à l'inspection car la procédure du groupe STEF ne permet pas de faire le lien avec la procédure de contrôle locale des EIPS.

- Porte de la salle des machines non coupe feu, sans groom coté sdm 2, et, sans barre anti-panique et ouvrant dans le mauvais sens coté sdm 3;
- dispositif de visualisation de l'obturation de la rétention sans signalétique;
- alarme sonore en cas de fuite d'ammoniac insuffisante;
- commande des extracteurs de désenfumages confuses et non regroupées.

Le dispositif d'obturation de la rétention de la salle des machines existe mais ne dispose pas de signalétique. Il doit être signalé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : protection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 48
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit implanter de façon judicieuse un réseau de détection incendie, au besoin en s'assurant du concours des services internes à l'établissement ou d'entreprises spécialisées.Extrait guide Ineris 2015MMR 14 relative à la « limitation des effets d'un incendie » : Lesinstallations (salle des machines, utilisateurs) doivent êtreéquipées de détecteurs incendie. En cas de déclenchement,une alarme sonore et lumineuse est requise pour interventionéventuelle.
<b>Constats :</b> Détection incendie présente en sdm
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Rapport visite annuelle**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant la première mise en service ou à la suite d'un arrêt prolongé du système de réfrigération, après une modification notable ou après des travaux de maintenance ayant nécessité un arrêt de longue durée, l'installation complète doit être vérifiée. Cette vérification est à réaliser par une personne ou une entreprise compétente désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Cette vérification doit faire l'objet d'un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées inséré au dossier de sécurité. Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées. Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix par l'exploitant est soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées. Les frais occasionnés par ces études sont supportés par l'exploitant.
<b>Constats :</b> Visite annuelle le 15/03/2022. Rapport complet de Energie environnement Anomalies relevées remises en conformité ou programmées (exercice extincteurs le 07/10/2022)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : responsable NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en oeuvre.
<b>Constats :</b> Un employé de l'entreprise est désigné comme le responsable chargé de la surveillance de l'installation Nh3
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : procédures d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> les procédures et les consignes en cas de marche normale et en cas de redémarrage suite à un entretien sont présentes en salle des machines. La procédure en cas de redémarrage suite à un arrêt prolongé est une procédure du groupe STEF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Plan zone sécurité NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les zones de sécurité sont déterminées en fonction des quantités d'ammoniac mises en œuvre, stockées ou pouvant apparaître en fonctionnement normal ou accidentel des installations. L'exploitant détermine sous sa responsabilité les zones de sécurité à l'intérieur de l'installation. Il tient à jour un plan de ces zones qui doivent être matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, etc.). La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans le plan d'urgence s'il existe (notamment au niveau des moyens d'alerte du plan d'opération interne s'il existe). L'exploitant doit pouvoir interdire, si nécessaire, l'accès à ces zones.
<b>Constats :</b> Le plan a été complété par l'exploitant post inspection. La salle des machines, les combles où se trouvent les stations de vannes ainsi que des canalisations nh3 sont indiquées sur le plan des zones de sécurité nh3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</li> <li>- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).</li> </ul> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du vent.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<p><b>Constats :</b> Une étude préalable de l'implantation des détecteurs nh3 existe au sein de l'entreprise. Une liste des détecteurs est présente.</p> <p>Les détecteurs nH3 sont contrôlés 2/an. La dernière fois le 28/03/2022.</p>
<p><b>Observations :</b> Une copie de la procédure d'entretien des détecteurs sera fourni à l'inspection. Le dernier contrôle des détecteurs sera à fournir à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Paramètres importants pour la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toutes dérives des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.</p> <p>L'exploitant détermine la liste des équipements et paramètres de fonctionnement importants pour la sécurité des installations, en fonctionnement normal, en fonctionnement transitoire ou en situation accidentelle. Les paramètres importants pour la sécurité des installations sont mesurés, si nécessaire enregistrés en continu et équipés d'alarme.</p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion, etc.). Ces dispositifs et, en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test, de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p> <p>Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.</p>
<p><b>Constats :</b> Un système de supervision et de report d'alarme existe mais l'alarme sonore située dans le bureau de la salle des machine ne peut être entendue de tous. Elle doit être déplacée.</p> <p>La liste des EIPS est présente sur le site.</p> <p>Les consignes en cas d'indisponibilité d'EIPS sont à fournir à l'inspection car la procédure du groupe STEF ne permet pas de faire le lien avec la procédure de contrôle locale des EIPS.</p>
<b>Observations :</b> Une nouvelle supervision des installation est en passe d'être installée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 8 : esp

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation doit être conforme en tous points à la réglementation en vigueur concernant les appareils à pression de gaz, les compresseurs frigorifiques et les canalisations d'usine. La prise en compte des normes en vigueur est recommandée pour l'installation de production et de mise en oeuvre du froid. L'arrêt du compresseur doit pouvoir être commandé par des dispositifs appropriés judicieusement répartis, dont l'un au moins est placé à l'extérieur de l'atelier de compression. Les matériaux servant à la fabrication des tuyauteries, vannes et raccords pouvant être soumis à des basses températures doivent avoir une résilience suffisante pour être, en toute circonstance, exempts de fragilité. Toutes dispositions doivent être prises pour éviter un retour d'ammoniac liquide en entrée des compresseurs en fonctionnement normal ou dégradé des installations de production de froid.
<b>Constats :</b> La Liste des ESP a été complétée post inspection par l'exploitant car il manquait une date d'échéance sur un équipement.
<b>Observations :</b> Liste des équipements sous pression présente. Des dispositifs d'arrêt des compresseurs des sdm sont présents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 9 : Etude de danger

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans.
<b>Constats :</b> Une EDD a été réalisée en 1999 par MATAI. Elle doit être révisée sur la base des seuils de toxicité de l'ammoniac revus en 2003 ; et prendre en compte tous les scénarios prévus par le guide Ineris 2015 relatif à la rédaction des EDD NH3 frigorifiques, notamment : - explosion en milieu confiné, - perte de confinement de l'extracteur. De plus, l'extraction NH3 doit être revue car : - l'éjection doit être verticale et non horizontale - et la hauteur actuelle, jugée insuffisante au regard des enjeux à proximité, doit être justifiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Distances / tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations nouvelles, la délivrance de l'autorisation pourra être subordonnée à leur éloignement des habitations, des immeubles habituellement occupés par des tiers, des établissements recevant du public, des voies de communication (sauf voies de desserte de l'entreprise), des captages d'eau ou des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.</p> <p>Pour les installations existantes, des mesures techniques complémentaires devront être recherchées de façon à ne pas dépasser en limite d'établissement les seuils des effets significatifs pour l'homme. Dans le cas contraire où cet objectif ne pourrait pas être atteint, une délimitation des zones d'effets et une information sur les risques sont portées à la connaissance des maires concernés.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour chaque scénario figurant dans l'EDD, afin d'évaluer si il faut faire un PAC RT au sens de la circ. du 4/05/2007 en vue de réglementer l'urbanisation future (notamment interdiction immeuble de grande hauteur...), il manque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le graphique hauteur/distance représentant le nuage toxique, en positionnant le point de rejet, la limite du site et les enjeux impactés,</li> <li>- ainsi que le report sur une carte de type IGN des périmètres des effets létaux et irréversibles pour 2 situations : "effets au sol" et "effets en hauteur"</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 11 : vannes canalisations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 51
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute portion d'installation contenant de l'ammoniac liquide sous pression susceptible d'entraîner des conséquences notables pour l'environnement doit pouvoir être isolée par une ou des vannes de sectionnement manuelles située(s) au plus près de la paroi du réservoir. Ce dispositif devra être, si nécessaire, complété par une vanne de sectionnement automatique à sécurité positive qui devra notamment se fermer en cas d'arrêt d'urgence ou de détection d'ammoniac au deuxième seuil défini à l'article 42.</p> <p>Les canalisations doivent être les plus courtes possibles et de diamètres les plus réduits possibles, cela visant à limiter au maximum les débits d'émission d'ammoniac à l'atmosphère. De plus, elles doivent être efficacement protégées contre les chocs et la corrosion.</p> <p>Les sorties des vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (bouchons de fin de ligne, etc.).</p> <p>Les canalisations sont maintenues parfaitement étanches. Les matériaux utilisés pour leur réalisation et leurs dimensions doivent permettre une bonne conservation de ces ouvrages. Leur bon état de conservation doit pouvoir être contrôlé selon les normes et réglementations en vigueur. Ces contrôles donnent lieu à compte rendu et sont conservés durant un an à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> circuits observés protégés
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : signalisation vannes et tuyauteries**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
<b>Constats :</b> parties observées : salle des machines et station de vannes de la salle de stockage 9 conformes
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 13 : commandes évacuation des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.
<b>Constats :</b> Coté sdm2 les explications des commandes d'ouvertures manuelles de désenfumage sont présentes mais confuses. Coté sdm3 les commandes ne sont pas regroupées au même endroit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Salle des machines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur. Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.
<b>Constats :</b> Le débouché de la salle des machines est horizontal et non vertical ce qui est pénalisant compte tenu d'habitations ou de magasins dans cette direction. Il est situé à environ 6 mètres de hauteur. L'exploitant doit justifier ce choix qui semble insuffisant. Une porte donnant en salle des machines coté sdm3 s'ouvre vers l'intérieur et non vers l'extérieur et n'est pas équipée de barre anti panique. La porte coté sdm2 n'est pas équipée d'un groom.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 15 : rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute utilisation d'ammoniac susceptible de créer une pollution de l'eau ou du sol, notamment à l'ensemble de la salle des machines, doit être associée à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  100 % de la capacité du plus grand réservoir ;  50 % de la capacité globale des réservoirs associés.  La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique de l'ammoniac. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du (des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.  Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.  Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.  Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.  Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
<b>Constats :</b> Le dispositif d'obturation de la rétention de la salle des machines existe mais ne dispose pas de signalétique. Il doit être signalé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 16 : rejets directs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet direct d'eaux de refroidissement ou de chauffage ainsi que les eaux de dégivrage provenant de circuits alimentant des échangeurs et appareillages dans lesquels circulent l'ammoniac ne peut être effectué qu'après avoir vérifié que ces eaux ne soient pas polluées accidentellement.
<b>Constats :</b> Des rétentions sont présentes en salle des machines et un système de mesure du ph est en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 17 : protection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie. Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières combustibles et de poussières.
<b>Constats :</b> la porte de la salle des machines 2 n'est pas en construction de type coupe feu
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois